

55570

LIML.

ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/VII/5
17 mars 1980

FRANCAIS

Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième réunion du Groupe intergouvernemental
des négociations consacrées à l'établissement
de la Zone d'échanges préférentiels pour les
Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe

Kampala, Ouganda, 28 mai au 7 juin 1980

PROJET DE PROTOCOLE REVISE RELATIF A LA REDUCTION ET
A L'ELIMINATION DES BARRIERES DOUANIERES POUR
CERTAINS PRODUITS DESTINES A ETRE ECHANGES A
L'INTERIEUR DE LA ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

CONFORMEMENT aux dispositions de l'alinéa i) du sous-paragraphe a) du paragraphe 4 de l'Article 3 du Traité stipulant que les Etats membres devront, par un Protocole annexé audit Traité procéder à la réduction et à l'élimination progressive entre eux des droits de douane et de toutes autres taxes d'effet équivalent frappant les importations et les exportations de certains produits, provenant à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels et compte tenu de l'utilité de dispositions stipulant l'élimination des barrières non tarifaires concernant de tels produits,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER

Interprétation

Dans le présent Protocole, sauf si le contexte appelle une autre interprétation :

"Taux de référence" s'entend des taux des droits de douane perçus par les Etats membres sur les produits figurant sur la liste commune à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou à toutes autres dates auxquelles il serait ultérieurement amendé et sur la base desquels il sera procédé à des réductions des droits de douane correspondant à ces produits conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 6 du présent Protocole;

"Comité" désigne le Comité des échanges et des questions douanières institué en vertu de l'Article 10 du Traité;

"Commission" désigne la Commission intergouvernementale d'experts institué en vertu de l'Article 10 du Traité.

"Liste commune" s'entend de la liste des produits originaires des Etats membres présentant un intérêt à l'exportation et à l'importation pour les Etats membres, qui sera établie conformément aux dispositions de l'Article 3 du présent Protocole;

L'expression "barrières non tarifaires" désigne les mesures non tarifaires tendant à réglementer les échanges qui ont pour effet de limiter ou bien de permettre de contrôler l'importation ou l'exportation de

marchandises; il s'agit notamment des licences d'importation et d'exportation, des certificats de change, des restrictions ou interdictions temporaires de certaines importations ou exportations, du versement anticipé d'une provision pour importation, des certificats d'origine des importations, de la perception de taxes spéciales pour l'octroi de certificats de change, de l'enregistrement préalable des exportateurs étrangers en vue de l'octroi d'une licence d'importation et d'autres mesures à effets similaires;

L'expression, "originaires des Etats membres" lorsqu'elle est utilisée à propos de produits s'entend des produits reconnus comme originaires des Etats membres, conformément aux dispositions de l'Annexe III au Traité;

ARTICLE 2

Portée et objectifs

1. Le présent Protocole a pour portée et objectifs de contribuer à la promotion et à la libération progressive des échanges entre Etats membres en vue de la mise en place progressive d'un marché commun et ultérieurement d'une communauté économique entre les Etats membres.

2. Sous réserve des dispositions du Traité les Etats membres aux fins d'application du paragraphe 1 du présent Article s'engagent à :

- a) réduire et supprimer progressivement entre eux les droits de douane et les barrières non tarifaires auxquels sont soumis leurs échanges commerciaux sur la base d'une liste commune de produits déterminés dont ils conviendront de temps à autre;
- b) favoriser leurs échanges réciproques directs.

ARTICLE 3

Liste commune - Etablissement et effets

1. Les Etats membres conviennent d'établir une liste commune de produits déterminés originaires des Etats membres (ci-après dénommé "Liste commune") qui sera annexée au présent Protocole, liste de produits déterminés auxquels il sera accordé un traitement préférentiel lorsque faisant l'objet d'échange entre Etats membres.

2. La liste commune comportera les produits déterminés présentant pour les Etats membres un intérêt à l'exportation et à l'importation et sera soumise à la révision périodique du Conseil sur recommandation du Comité.

3. Les Etats membres conviennent de réduire et de supprimer entre eux, conformément aux dispositions du présent Protocole, les droits de douanes et les barrières non tarifaires pour les produits figurant sur la liste commune.

ARTICLE 4

Classification des marchandises et détermination des concessions tarifaires

1. Les Etats membres conviennent de réduire du même pourcentage les droits de douane frappant chaque produit ou groupe de produits figurant sur la liste commune.

2. Aux fins d'application du premier paragraphe du présent Article, les Etats membres, conviennent de classer les produits figurant sur la liste commune selon divers groupes et de réduire et ultérieurement supprimer les taux de référence, les réductions étant effectuées selon les pourcentages suivants pour les divers groupes de produits.

- Groupe I : Alimentation (à l'exclusion des produits de luxe) - 30 p. 100

- Groupe II : Matières premières

a) Agricole - 50 p. 100

b) Non agricole - 60 p. 100

- Groupe III : Biens intermédiaires - 65 p. 100

- Groupe IV : Biens de consommation manufacturés (à l'exclusion des articles de luxe)

a) Biens de consommation durables (à l'exception de ceux qui entrent dans les catégories c) et d) ci-dessous) - 35 p. 100

b) Biens de consommation non durables (à l'exclusion de ceux qui entrent dans les catégories c) et d) ci-dessous) - 35 p. 100

- c) Biens de consommation hautement concurrents -
30 p. 100
- d) Biens de consommation présentant une importance
particulière pour le développement économique -
70 p. 100

- Groupe V : Biens d'équipement (y compris le matériel de
transport - 70 p. 100

- Groupe VI : Produits de luxe - 10 p. 100

3. Les Etats membres conviennent que lorsqu'un produit figurant sur la liste commune n'est frappé d'aucun droit de douane, aucun droit de douane ne lui est appliqué lorsqu'il fait l'objet d'échanges à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels.

4. Les produits dont il est établi qu'ils sont originaires des Etats membres mais qui ne figurent pas sur la liste commune, bénéficieront néanmoins de la part de chaque Etat membre du traitement de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 5

Barrières non tarifaires et concessions

1. Sous réserve des dispositions du Traité et sauf indication contraire, les barrières non tarifaires relatives aux produits figurant sur la liste commune seront assouplies ou supprimées comme suit :

Barrières non tarifaires

Concessions

- a) Restrictions quantitatives - Traitement préférentiel en ce qui
concerne l'attribution des contingents
- b) Octroi de licences d'exportation et d'importation - Traitement préférentiel en ce qui
concerne la délivrance des licences
- c) Octroi de certificats de change - Traitement préférentiel en ce qui
concerne la délivrance des certificats
- d) Indications relatives aux sources d'importation - Exemption

Barrières non tarifaires

Concessions

- e) Interdiction, temporaire ou non, d'importer - Exemption le cas échéant
- f) Versements anticipés de provisions pour l'importation - Traitement préférentiel
- g) Autorisation conditionnelle d'importer - Traitement préférentiel
- h) Taxes spéciales pour l'octroi de certificats de change - Traitement préférentiel

2. Les Etats membres s'engagent à procéder en permanence à l'examen des barrières non tarifaires existant entre eux en vue de les assouplir progressivement et finalement de les supprimer.

ARTICLE 6

Taux de référence et dispositions concernant le maintien du statu quo.

1. Les Etats membres s'engagent à ne pas augmenter les droits de douane et à ne pas élever les barrières non tarifaires concernant les produits figurant sur la liste commune à compter de la date à laquelle un accord a été conclu pour que ces produits soient inscrits sur la liste commune.
2. Aux fins d'application des dispositions du paragraphe 3 de l'Article 3 du présent Protocole, les Etats membres conviennent que :
 - a) les droits de douane qu'ils appliquent à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur sont le taux de référence à partir desquels il sera procédé à des réductions tarifaires en ce qui concerne les produits figurant sur la liste commune et que pour les autres produits susceptibles d'être ajoutés ultérieurement sur ladite liste ce sont les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 6 de l'Article 7 qui sont appliquées; et que
 - b) ce sont les barrières non tarifaires en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole et qui concerne les produits figurant sur la liste commune qui feront l'objet de concessions.

3. La réduction ou la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires existant entre les Etats membres interviennent, en ce qui concerne un produit figurant sur la liste commune conformément aux dispositions du présent Protocole, 180 jours au plus tard à compter de la date à laquelle un accord est conclu sur une telle réduction ou suppression.

ARTICLE 7

Procédure à suivre pour négocier la réduction et la suppression des barrières commerciales

1. Les Etats membres s'engagent à procéder, tous les deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, à des négociations communes portant sur les nouveaux produits qu'il convient d'ajouter à la liste commune et, sous réserve du Traité, sur la réduction progressive et finalement la suppression des droits de douane et des barrières non tarifaires auxquels sont soumis leurs échanges réciproques, dans un délai de 10 ans.
2. Les négociations concernant les produits devant être ajoutés à la liste commune seront entreprises par la Commission et leurs résultats approuvés par le Conseil.
3. Sauf indication contraire du Conseil, la durée de chaque série de négociations n'excédera pas six mois, à condition que la première série de négociations intervienne moins de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.
4. Aux fins d'application des dispositions du paragraphe 1 du présent Article, les Etats membres s'engagent à soumettre au secrétariat des listes de produits présentant pour eux un intérêt à l'exportation et à l'importation ainsi que tous renseignements pertinents dont la Commission pourrait avoir besoin à tout moment pour identifier les produits devant figurer sur la liste commune.
5. Dès réception des listes de produits, le secrétariat, tenant compte de ses propres propositions, établit une liste de tous les produits présentant un intérêt à l'exportation et à l'importation puis dresse une liste des exportations et des importations intéressant les Etats membres, qu'il transmet à la Commission pour l'aider à établir la liste commune qui est ensuite soumise au Conseil pour approbation.

6. Pour déterminer les nouvelles concessions tarifaires et non tarifaires mutuelles à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels, les Etats membres conviennent que :

- a) les droits de douane préférentiels en vigueur en ce qui concerne les produits figurant déjà sur la liste commune sont les taux de référence sur la base desquels sont effectuées de nouvelles réductions tarifaires et que les réductions consistent en un pourcentage commun qui est fixé par le Conseil sur recommandation de la Commission pour chaque groupe de produits au cours de chacune des séries de négociations;
- b) les taux de référence concernant les produits susceptibles d'être ajoutés de temps à autre à la liste commune sont les taux des droits de douane nationaux appliqués par les Etats membres à de tels produits à la date à laquelle la liste commune augmentée est adoptée par le Conseil et les taux de réduction des droits de douane sont ceux qui sont appliqués aux catégories de produits dans lesquelles sont rangés les nouveaux produits conformément au paragraphe 2 de l'Article 4 du présent Protocole;
- c) les concessions non tarifaires concernant les produits susceptibles d'être ajoutés de temps à autre à la liste commune sont octroyées sur la base des barrières non tarifaires en vigueur dans les Etats membres à la date à laquelle l'accord concernant ces concessions est conclu et les réductions des barrières non tarifaires sont déterminées conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 5 du présent Protocole;
- d) Le Conseil peut, sur recommandation du Comité qui lui est soumise par la Commission, exempter tout Etat membre, durant une période déterminée, de l'application des réductions ou de la suppression des droits de douane ou des barrières non tarifaires concernant tout produit, à condition que cette exemption ne compromette pas les objectifs du présent Protocole et qu'elle soit communiquée dans les meilleurs délais aux autres Etats membres par l'intermédiaire du secrétariat.

6. Toute concession commerciale prévue aux termes des dispositions du présent Article fait l'objet d'une application multilatérale à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels.

ARTICLE 8

Dispositions concernant d'autres accords commerciaux préférentiels

1. Les Etats membres conviennent de supprimer toutes les concessions tarifaires et non tarifaires que certains d'entre eux se seraient octroyés et qui seraient en vigueur entre eux en ce qui concerne les produits figurant sur la liste commune au moment de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

2. Aucune disposition du présent Protocole n'interdit à deux ou plusieurs Etats membres de maintenir en vigueur les accords préférentiels bilatéraux ou multilatéraux existants ni d'en conclure de nouveaux entre eux en ce qui concerne des produits ne figurant pas sur la liste commune :

à condition que ces accords ne fassent pas obstacle à la réalisation des objectifs du présent Protocole et qu'ils cessent d'avoir effet pour les produits ajoutés ultérieurement à la liste commune à compter de la date à laquelle l'adjonction de tels produits à la liste aura été approuvée par le Conseil.

3. Aucune disposition du présent Protocole n'empêche un Etat membre de maintenir en vigueur les accords préférentiels qu'il a conclus avec des pays tiers ni d'en conclure de nouveaux :

à condition que ces accords ne fassent pas obstacle à la réalisation des objectifs du présent Protocole ni n'en limitent la portée et que toute préférence accordée à des pays tiers au titre de ces accords soit octroyée aux autres Etats membres sur une base réciproque.

ARTICLE 9

La Commission

Sous réserve des dispositions du présent Protocole et des directives que le Conseil peut donner de temps à autre, la Commission a, entre autres, pour fonction :